



Lundi 16 septembre 2024

Gisèle Pelicot donne de la voix à toutes les femmes qui se battent contre cette société

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés *via* un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

Un crime qui rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce

qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes.

Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

« Make », « buy »... or « fight »

Après avoir entretenu le suspense, la direction a fini par révéler que le futur moteur E7A qui équipera plusieurs véhicules électriques Renault sera développé à Lardy. Vu la désorganisation et l'incertitude provoquée par la direction ces derniers temps, certains salariés y voient un soulagement, et ça se comprend.

Mais rien n'est donné en ce bas monde, pas même des projets à développer... C'est ce que de Meo nous rappelle en évoquant la menace de la concurrence chinoise dès qu'il ouvre sa bouche. La direction prétend donc imposer pour le moteur E7A des conditions technologiques... et financières. Et gare à nous si on n'est pas au niveau.

Toujours le même chantage patronal pour tenter de nous faire avaler des reculs. Pour ne pas se faire tous niveler vers le bas, il faudra se battre !

CAFE serré

La presse révèle que certains constructeurs militent en ce moment auprès de l'UE pour assouplir les quotas d'émissions prévus par la réglementation CAFE. Les patrons n'ont pas assumé ouvertement leur lobbying, mais les arguments ressemblent beaucoup aux éléments de langage d'un certain Luca de Meo (surtout depuis que la Dacia Spring a perdu son bonus écologique et subi une taxation douanière).

Selon eux, les ventes d'électrique sont insuffisantes et ils risquent de ne pas être dans les clous du protocole CAFE et de devoir payer des amendes, ou alors ils devront vendre moins de véhicules thermiques.

Si la technologie n'est pas assez développée, c'est peut-être qu'ils sont radins sur les investissements ? Et s'ils ne vendent pas assez de véhicules électriques, c'est peut-être qu'ils sont trop chers ? Et tout ça, c'est peut-être parce qu'ils ne pensent qu'à leurs profits pour gaver les actionnaires ?

L'écologie progresse avec Tavares

Une voix s'est quand même élevée pour défendre l'application stricte du protocole CAFE de 2025 : celle du PDG de Stellantis, Carlos Tavares. Le *cost-killer* serait-il devenu subitement écologiste, voire zadiste ?

On suppose plutôt que celui qui critique depuis des années le passage à l'électrique constate juste que les concurrents sont (plus) en retard (que lui)... et qu'il pourra leur piquer des parts de marché. Le capitalisme reste le capitalisme, même repeint en vert.

Alpine F1 : poursuivre la lutte et accélérer

Jeudi dernier, nous étions plus de 200 à Boulogne pour dénoncer l'abandon de la future motorisation F1 qui menace les collègues de Viry-Châtillon. Un coup de colère légitime contre la direction, qui menace des centaines d'emplois et a le culot de continuer son baratin sur les soi-disant reclassements, alors que les salariés du groupe Renault subissent depuis plus de 4

ans des plans de restructuration qui s'enchaînent pour supprimer des postes.

A Viry-Châtillon comme ailleurs, la seule solution est la mobilisation collective pour créer un rapport de force, car les dirigeants ne connaissent que ce langage.

À MA France, la lutte continue

MA France, une usine d'emboutissage à Aulnay-sous-Bois sous-traitante de Stellantis a été déclarée en liquidation judiciaire en mai.

Les grévistes en sont à 147 jours de lutte et d'occupation de leur site. Ils sont environ 200 sur 280 à avoir refusé le chantage de Stellantis : 15 000 euros brut d'indemnités à condition de ne porter plainte pour faillite frauduleuse ni contre MA France, ni contre Stellantis. Pour les reclassements, la direction propose des offres d'emploi à 400 kilomètres...

Les grévistes revendiquent toujours 70 000 euros pour leurs 10, 20, 30 ans d'usine. En août, Stellantis a voulu récupérer les moules d'emboutissage, mais les ouvriers ont envoyé promener ses huissiers. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée, c'est raté. Il voulait faire de MA France un exemple ?

Qu'on travaille pour un constructeur ou un sous-traitant, c'est maintenant un exemple à suivre et à rejoindre pour lutter contre la casse sociale des patrons qui font passer leurs profits avant nos vies.

Salaires en baisse, profits en hausse

Sous prétexte d'une inflation moins forte, le SMIC risque de ne connaître aucune augmentation - ni automatique ni bénéfique d'un coup de pouce, de la part du gouvernement de Michel Barnier. Celui-ci est aux ordres du patronat comme ses prédécesseurs et le Medef a réaffirmé qu'il était contre.

Un sixième des salariés est au SMIC en France, et s'enfoncé dans la misère avec l'explosion des prix ces dernières années, qui n'a pas été compensée par les dernières petites augmentations. Le Secours populaire a récemment pointé l'augmentation de la pauvreté. Seul un mouvement de grève sur les salaires pourra commencer à la remettre en cause.

Frontières mortelles, gouvernements criminels

Dans la nuit du 14 au 15 septembre, 8 personnes ont trouvé la mort parmi les naufragés qui tentaient de passer en Angleterre depuis le Pas-de-Calais, des Soudanais, Afghans, Érythréens, Syriens, Iraniens fuyant des situations intenable dans leur pays d'origine.

Une tragédie de plus, et déjà 45 morts en 2024. L'association Utopia 56, qui tente d'aider les migrants malgré les entraves de la police française, dénonce la responsabilité des États européens. C'est leur politique répressive et inhumaine qui provoque les naufrages.

S'il n'y avait pas de frontières, il n'y aurait pas de passeurs. Et pas de naufrages mortels.